

toutes les nationalités ont aidé à édifier les institutions internationales qui sont nécessaires pour attaquer les problèmes mondiaux et pour permettre aux pays de participer sur une base équitable et ouverte aux affaires mondiales. Il est approprié que l'un des grandes déclarations libérales du siècle soit le préambule de la Charte des Nations Unies, où sont énoncés les objectifs qui devraient guider nos efforts toute notre vie durant: "préservier les générations futures du fléau de la guerre; ... proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits, des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites;... pratiquer la tolérance, vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage".

Deux points relativement nouveaux se signalent à l'ordre du jour des problèmes internationaux comme défis de taille dans les années 80 et au-delà.

Le point qui s'impose d'abord à notre attention est la recherche d'un ordre économique international plus juste et plus équitable qui permettra aux pays en développement de profiter d'une part plus grande du commerce, de la technologie et des capitaux du monde. Il n'est pas surprenant que le Nord ait rejeté les programmes compréhensifs d'action présentés par les pays en développement, et notamment la revendication d'un nouvel ordre économique international.

Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi les principales puissances économiques ne consentiront pas à une restructuration radicale de l'ordre international. Par ailleurs, en tant que libéraux, nous savons que le changement est inscrit dans la vie, que les institutions doivent évoluer ou périr et que le système économique international, établi après la Seconde Guerre mondiale, n'est ni éternel ni si parfait qu'il ne souffre aucune réforme. D'ailleurs, on ne peut tous que constater qu'ils peinent sous le fardeau et qu'au moins une révision majeure s'impose. Nous pouvons également comprendre que le marché international recèle peu de promesses, notamment pour les pays les plus pauvres.

À mon avis, en tant que libéraux, notre rôle dans cette lutte capitale en ce qui concerne le système économique international est de briser l'impasse dangereuse qui s'est créée ces dernières années en trouvant des terrains communs, en travaillant à susciter la compréhension mutuelle entre le Nord et le Sud et en menant une campagne vigoureuse pour débloquer la situation et de créer une économie mondiale plus équitable.

Le second des nouveaux points que le réalisme impose à notre attention est quelque peu semblable. Il s'agit de la nécessité de trouver de meilleurs moyens de partager entre les États souverains la responsabilité d'une gestion davantage rationnelle et ordonnée du monde et de ses ressources. Nous rencontrons depuis quelques années un nombre croissant de problèmes majeurs - des pluies acides à l'Antarctique à l'espace extra-atmosphérique - qui débordent les frontières nationales ou les cadres traditionnels et à l'égard desquels il nous faut faire preuve de créativité.